

## La tentation des pleins pouvoirs

**L**A SUISSE A mal à ses finances publiques. La Confédération est lourdement déficitaire et quelques cantons, dont Vaud et Genève, exigeraient d'urgence des soins intensifs.

En fait, le bilan est contrasté. Plusieurs cantons retrouvent le noir; ils s'autofinancent à hauteur de leurs amortissements; d'autres, par autodiscipline ou contrainte constitutionnelle, limitent les déficits. Vertu du fédéralisme, il permet toujours de se demander comment font les autres, qui, sans perte hémorragique, ont les apparences de citoyens ni plus mal soignés, ni plus mal éduqués, ni plus civiquement malheureux.

Là où la situation est lourde, les magistrats s'interrogent sur la volonté populaire. Le peuple veut des finances saines; il a par exemple approuvé la planification envisagée par le Conseil d'État genevois, mais il refuse souvent des économies concrètes et ciblées et la démocratie directe lui donne les moyens de s'y opposer par référendum. De surcroît, il conteste les hausses fiscales, quelles qu'elles soient. Comment sortir de cette contradiction?

Certains, le conseiller fédéral Villiger, le conseiller d'État zurichois Honegger ont décidé de prendre le peuple au mot. Ils imaginent de lui poser constitutionnellement la question de l'assainissement et, s'il l'approu-

ve, de lui faire confier à l'exécutif un mandat contraignant lui permettant de se libérer, provisoirement, d'obligations légales ordinaires ou de contrôles parlementaires et référendaires. C'est la tentation des pleins pouvoirs. À qui objecte que la démocratie n'y trouve pas son compte, on donne la réponse facile que «le peuple l'aura voulu», puisque rien ne se fera sans son approbation initiale.

La méthode se heurte à des objections fortes. Elle rappelle les débats d'avant-guerre sur le gouvernement fort et le redressement national; elle reprend les critiques populistes sur l'incapacité du monde de politicien; elle est teintée d'antiparlementarisme; elle retourne la démocratie directe qui n'est plus un contrôle a posteriori, mais une approbation a priori de caractère plébiscitaire.

Enfin, le mandat constitutionnel d'assainissement revient à rigidifier le rapport de force. L'exécutif selon sa composition imposera plus facilement ses choix.

Avant d'en arriver donc à cette délégation de compétence, il faudrait d'abord vérifier si le peuple refuse vraiment un plan concret, cohérent, concerté. Jusqu'ici la démonstration n'en a pas été faite. Avant de céder à la tentation des pleins pouvoirs, il faudrait vérifier si la démocratie parlementaire et directe est adulte.

AG

# Parier sur l'imagination

*Que peut faire une petite commune quand ses jeunes travailleurs ne trouvent pas d'emploi? Sérier les besoins des entreprises et des particuliers et y répondre avec une structure associative chargée de mettre des projets sur pied.*

**L**A COMMUNE DE Vernier, près de Genève, est statistiquement plus jeune et plus pauvre que le reste du canton. Elle connaît aussi un taux de chômage plus élevé; deux cents personnes environ courent le risque de rester sans emploi de manière durable. Aussi les autorités ont-elles demandé au Conseil économique et social, un organisme consultatif qui réunit les partenaires sociaux, de réfléchir à un programme d'action.

## Une pétition à soi-même

Le résultat: un pacte pour l'emploi. Une sorte de pétition que les acteurs de la vie locale s'adressent à eux-mêmes pour réunir moyens et énergies afin de réussir un pari: la lutte contre le chômage exige de prendre en compte les besoins des entreprises aussi bien que des demandeurs d'emploi. Un atout: la proximité, car on est plus efficace en mobilisant la solidarité du voisinage, la communication directe entre les personnes, et en connaissant le terrain.

Le levier? Une structure associative privée qui conjuguera les moyens financiers du secteur privé et une aide de départ, modeste, de la commune. Et pour démarrer, trois projets.

Un service de placement, en priorité au service des jeunes en difficulté, qui se charge de toutes les formalités administratives, de compléter la formation des candidats au travail et si nécessaire d'assurer leur suivi psycho-social. L'employeur n'a qu'à fournir des heures de travail et une rémunération.

Une boutique de services (permanence téléphonique, secrétariat, comptabilité...) à disposition des petites entreprises, à laquelle est associé un réseau de ressources regroupant des spécialistes à la retraite disposés à mettre bénévolement leurs compétences au service des petites et micro-entreprises.

## Journaux de quartier

Enfin des journaux de quartier paraissant six jours sur sept dans les cités satellites du Lignon et des Avanchets. Rédigés par des professionnels, ils visent à la fois des objectifs d'insertion et de formation et le renforcement de la vie sociale et culturelle. Un taux de pénétration estimé à près de 100% per-

met d'espérer des recettes publicitaires.

L'ensemble du système s'articule aux dispositifs fédéraux et cantonaux en matière de lutte contre le chômage, de formation professionnelle et d'action sociale.

jd

Pour plus d'informations: Conseil économique et social, Case postale 2292, 1211 Genève 2. Tél. 022/731 03 22

## En coulisses

**A**PRÈS AVOIR MÛREMENT réfléchi (pour une fois, disent les mauvaises langues), la conseillère aux États zurichoise Monika Weber a donc décidé de disputer la présidence de la métropole des affaires au socialiste Josef Estermann, homme de culture et d'intelligence, qui jouit d'une estime devenue générale. Il se pourrait que sa très populaire concurrente, seule figure de proue d'une Alliance des indépendants en décrépitude, ait surévalué ses propres chances et doive, le printemps prochain, abandonner son poste de directrice de la Migros et son siège de sénatrice pour une charge de «simple» membre du gouvernement de la ville de Zurich, qui compte encore neuf personnes. Pour l'heure, elle vient de redéménager dans la ville-centre, qu'elle avait récemment quittée pour l'une des communes de la couronne dorée.

**D**EUX ANS APRÈS avoir quitté la direction de la quinquagénaire Cinémathèque suisse dont il va bientôt abandonner la présidence, Freddy Buache, 72 ans et toute sa véhémence, a enfin droit à la reconnaissance du Petit Larousse, où il s'introduit avec 28 autres Suisses. Parmi eux, on note la présence de trois sportifs (y compris l'ancien champion valaisan Pirmin Zurbriggen, grand alibi skieur de «Jeunesse sans drogue») et de trois conseillers fédéraux, dont deux anciens: Kurt Furgler, René Felber, et Jean-Pascal Delamuraz. Les sélectionneurs du dictionnaire des familles en ont manifestement eu marre d'attendre le départ de JPD – à moins qu'ils veuillent eux aussi y contribuer.

# PIB, mon beau miroir...

**La croissance semble redémarrer lentement. Mais elle n'entraînera pas forcément le plein-emploi, ni l'amélioration du bien-être.**

**L**ONGTEMPS LES ORACLES de la conjoncture ont dû revoir leurs prévisions à la baisse: l'économie ne marche pas à l'optimisme de commande. Aujourd'hui ces mêmes oracles peinent à suivre le mouvement inverse; c'est à la hausse qu'ils corrigent leurs estimations. Car l'économie helvétique renoue avec la croissance. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de près de 2% au deuxième trimestre de cette année. Ce résultat tant espéré est d'abord à mettre au compte des exportations qui ont profité de la baisse du cours du franc suisse. Sur le front de la consommation intérieure, seules les dépenses de santé et de logement progressent de manière tangible.

## Contradictoire, en apparence

Pourtant les experts n'attendent pas de cette embellie une amélioration significative du marché de l'emploi. Il faudrait un taux de croissance d'un autre calibre pour résorber le chômage engendré par six années de récession. Paradoxalement, certaines entreprises se plaignent déjà d'une pénurie de main-d'œuvre très qualifiée.

La persistance d'un taux de chômage élevé alors même que la conjoncture s'améliore n'est contradictoire qu'en apparence. Jusqu'à présent les services ont pu absorber le surplus de main-d'œuvre libéré par la rationalisation de la production dans l'agriculture et dans l'industrie. Mais voilà, les services eux aussi ont accompli leur restructuration, avec à la clé de substantiels gains de productivité. Partout on produit plus avec moins de main-d'œuvre. Et cette évolution est loin d'être terminée.

Reste ce qu'on appelle le tertiaire relationnel, regroupant les activités qui exigent un contact direct entre le fournisseur et le bénéficiaire de prestations: la formation, les soins médicaux, l'environnement ou le travail social par exemple. Les progrès de la productivité y sont inexistantes ou faibles et, comme la demande insatisfaite est importante, c'est là que réside le plus grand gisement d'emplois potentiels. Encore faut-il pouvoir financer ces emplois! Le faible taux de crois-

sance rend en effet l'opération difficile.

La croissance retrouvée ne justifie donc pas un optimisme béat; il est illusoire de croire que tout repartira comme avant. Trois remarques à cet égard.

La Suisse doit faire un effort beaucoup plus marqué dans la formation continue et le recyclage pour répondre aux besoins des secteurs dynamiques de son économie. Mais cet effort ne résorbera pas le chômage.

Faut-il dès lors pousser la croissance à un taux supérieur pour retrouver le plein-emploi? Certains continuent de propager cette thèse et nous promettent des lendemains qui chantent sur le marché du travail. À condition bien sûr que de nouveaux besoins soient

créés qui stimuleront la production. Pour quel mieux-être?

À vouloir refléter le progrès d'une société dans le seul miroir du PIB, on oublie que le bien-être des individus dépend pour une part importante d'activités non marchandes qui ne trouvent pas place dans la statistique de l'économie nationale. Il y a donc urgence à développer de nouveaux indicateurs, plus fins, pour mesurer l'état réel d'une société. Des indicateurs qui devraient contribuer à valoriser l'utilité de ces tâches, le plus souvent de proximité, considérées comme tellement «normales» qu'on ne saisit plus que, sans elles, la société tout entière s'écroulerait, comme d'ailleurs le système économique. jd

## Du niveau de vie au mode de vie

«**O**N NE S'INTÉRESSE habituellement qu'à la mesure du niveau de vie, alors que c'est le mode de vie qui importe vraiment. Le niveau de vie correspond à la quantité de biens et de services dont peut disposer un individu ou un ménage en fonction de ses ressources monétaires. Au niveau national, il s'agit du PIB, et pour comparer le niveau de vie de deux nations, on comparera le PIB par habitant. Ces comparaisons internationales n'ont qu'un intérêt limité, dans la mesure où elles laissent de côté [...] l'économie non monétaire qui peut parfois constituer une part essentielle de la vie économique». [...]

«Beaucoup de facteurs concourent à faire durer le privilège accordé au niveau de vie [...]:

- Chaque individu a tendance à compter sur son revenu individuel pour améliorer son mode de vie. [...] Une démarche collective qui améliorerait l'aménagement urbain ou qui viserait à rétablir la sécurité ne lui traverse pas l'esprit ou lui paraît hors de portée. Si bien que nous sommes engagés dans un système pervers qui résulte de la poursuite par chacun de son intérêt, alors que beaucoup de dimensions du mode de vie supposeraient des décisions d'ordre collectif. Et à ce petit jeu du sauve-qui-peut, les

plus faibles sont toujours perdants, et ceux qui se croient gagnants ne le sont pas forcément.

- Dans les négociations entre le patronat et les syndicats, ou entre l'État et ses fonctionnaires, les salaires sont évidemment privilégiés. La revendication pour une augmentation de salaire est simple à formuler, elle concerne tout le monde, elle a un caractère unificateur. Des discussions autour de la qualité du travail obligent au contraire à entrer dans l'analyse de situations particulières, ce qui est beaucoup plus difficile. [...]

- Le système d'information est entre les mains de pouvoirs économiques qui ont tout intérêt à favoriser les dépenses effectuées pour compenser une détérioration des modes de vie [...]; il y a bien une «logique» de la croissance économique qui s'alimente par le traitement de ses propres dégâts.

[...] Il est absurde d'être pour ou contre la croissance en soi, il faut progressivement s'interroger sur le contenu de cette croissance et ne plus faire aveuglément confiance aux agrégats comptables qui n'ont guère de signification sociale».

Guy Roustang et al., *Vers un nouveau contrat social*, Desclée de Brouwer, 1996

# L'argent et l'éthique font compte commun

*Le samedi 27 septembre aura lieu à Lausanne l'inauguration d'un bureau de la Banque alternative suisse (BAS). Histoire de montrer que la petite sœur des grandes institutions bancaires continue son expansion.*

**L**Y A quelques années, celui qui avait placé son compte salaire à la Banque alternative devait être très motivé, très engagé et surtout très organisé. Impossible d'aller retirer de l'argent au bancomat le samedi soir avant le cinéma.

Mais entre le moment où l'idée d'une banque alternative a germé et le moment où elle s'installera à Lausanne, ce samedi 27 septembre, la BAS a changé, tout en réussissant à garder son identité et ses valeurs premières: l'éthique et la transparence.

C'est en 1982 qu'une enquête organisée par la Déclaration de Berne montre l'existence d'un intérêt pour une banque à caractère éthique. Cinq ans après, une association s'est constituée, la Banque dispose d'un secrétariat permanent à Zurich. Elle va rapidement disposer d'un statut, « Banque alternative suisse » SA, collecter les cinq millions nécessaires à sa création et, en 1990, être reconnue par la Commission fédérale des banques.

Des militants d'associations alternatives aux particuliers déçus par l'opacité des grandes banques, la clientèle s'est diversifiée. Cherchant une façon de faire rimer transparence, éthique et placement financier, la BAS ne remet pas en cause la logique du marché et le système bancaire; elle tente d'introduire un nouveau rapport à l'argent, qui ne soit pas celui du simple profit maximal. Le particulier place donc son argent à un taux d'intérêt différencié (max. 1/4% pour le compte salaire); il a à disposition les prestations bancaires usuelles: ordres de paiement, ordres de virement permanents, liste de bases pour bénéficiaires réguliers, bulletins de versements, et depuis juin 1996, après de longues négociations internes, il lui est maintenant possible de disposer de la carte de retrait EC direct.

Mais le particulier sait où est investi son argent, à quoi il sera utilisé. Et c'est à la fois dans ce souci de rendre visible le placement financier et dans la nature des projets qu'elle encourage que la BAS se distingue de ses concurrents. L'argent disponible, le revenu épargné sont alors destinés prioritairement aux entreprises privilégiant la défense des droits de l'homme, de l'écologie, œuvrant pour l'égalité

hommes-femmes, la réinsertion des chômeurs, ou l'autogestion.

En 1996, la Banque alternative a pu octroyer des crédits d'encouragement pour un montant de 27 millions de francs. La moitié de cette somme fut destinée au secteur Écologie; la Banque alternative a choisi de soutenir particulièrement les projets qui œuvrent à la réinsertion de chômeurs. Ainsi elle a financé un programme de récupération, de remise en état et de location de vélos usagés par des chômeurs genevois.

## Une étape importante

L'implantation d'un bureau en Suisse romande, installé à Lausanne, à deux pas de la gare, est une étape importante pour la Banque alternative. En ces temps où les grandes banques fusionnent et délocalisent, la BAS choisit de régionaliser l'offre. Certes le public existe, mais il est plutôt modeste. Sur 12000 clients, 1300 sont installés en Suisse romande, essentiellement dans le bassin lémanique. Mais les mentalités romandes semblent aujourd'hui mûres pour une gestion sinon alternative du moins transparente et éthique de leur argent. gs

### IMPRESSUM

Rédacteur responsable:  
Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:  
Claude Pahud (cp), Géraldine Savary (gs)

Ont collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Jérôme Meizoz

Charles-F. Pochon (cfp)

Anne Rivier

Composition et maquette:  
Françoise Gavillet, Claude Pahud,  
Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier  
Administrateur délégué: Luc Thévenoz  
Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,  
Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9

# Paquets postaux

## Présentation des propositions de la Poste sur le partage du temps de travail.

**D**E 1991 à 1997, la Poste a supprimé 4400 emplois. Restent pour l'instant encore 53000 salariés, ce qui laisse une certaine marge de manœuvre à l'instauration de nouvelles organisations du temps de travail. La Régie fédérale a mandaté un groupe d'experts chargé d'imaginer des modèles.

• **Modèle de solidarité:** Trois membres du personnel et une personne au chômage forment une équipe. Chacune des trois personnes bénéficie d'une semaine chômée sur quatre. Les trois salaires et l'indemnité de chômage sont répartis entre les quatre personnes. Les travailleurs perdent 7 à 10% de leur salaire mais par contre diminuent de 25% leur temps de travail. L'OFIAMT doit donner son accord à la mise sur pied des projets. Tel qu'il est prévu, l'exercice n'est pas viable sur la durée: le chômeur reste chômeur, et le travailleur, une fois la période d'expérimentation terminée, retourne à un horaire normal ou, s'il le désire, réduit son temps de travail. Ce projet serait destiné aux régions sinistrées par le chômage. Peu de créations d'emplois prévues.

### Gains de temps

• **Indemnités en temps libre et non plus en argent:** Le travail de nuit ou du dimanche, les horaires irréguliers, donnent droit actuellement à des indemnités financières. Le modèle prévoit de les transformer en indemnités sous forme de jours et de semaines à prendre en temps libre. Selon les estimations du groupe mandaté, 941 nouveaux emplois pourraient ainsi être créés.

• **Semaine de 39 heures:** Ce projet prévoit de passer de 41 à 39 heures. La première heure supprime la semaine de compensation qui, selon le Règlement des fonctionnaires de la Confédération correspond au temps de travail effectué en plus. Ces jours sont assimilés à des jours de vacances. C'est en quelque sorte une forme de «compte épargne-temps», mais sans la possibilité de reporter ces heures de travail supplémentaires sur les années suivantes. La deuxième heure de travail non réalisée serait financée par l'amélioration de la production. Enfin la

troisième heure permettrait de préserver 1000 emplois de plus, pris en charge par la Poste d'une part, par le personnel d'autre part à travers une réduction de salaire de 1,2%.

• **Durée annuelle du travail pour le personnel à temps partiel:** La personne réparti à sa guise durant l'année la durée de travail convenue et reçoit un salaire mensuel constant équivalent à la moyenne annuel du salaire total. Elle pourrait par exemple travailler à temps partiel régulier pendant l'hiver, faire un remplacement à plein temps pendant l'été, et son salaire correspondrait à la moyenne de ces deux périodes. En termes d'emploi, ça représenterait une augmentation très faible.

• **Compte épargne-temps:** Dans ce dernier cas de figure, le personnel travaille 41 heures par semaine, mais son salaire correspond uniquement à 38 heures de travail. Les trois heures effectuées en plus peuvent être utilisées pour des vacances supplémentaires, un week-end prolongé, un congé sabbatique, une retraite anticipée ou mobile. L'entreprise comptabilise les heures comme des provisions; en cas de démission, le travail provisionné doit être payé. La commission d'experts prévoit d'assurer ainsi quelque 3000 postes de travail de plus, et compte sur une tendance croissante avec l'accumulation progressive du temps libre épargné. gs

## Commentaire

**C**ES MODÈLES PROPOSÉS ont certes le mérite de nourrir le débat sur le partage du temps de travail; après les initiatives syndicales, après les alternatives imaginées ou réalisées dans le domaine privé, il est temps qu'une régie fédérale y réfléchisse enfin. Cependant, le groupe de travail mis sur pied par la direction passe sous silence l'objectif à long terme de la Poste. 4400 emplois ont déjà été supprimés ces six dernières années et il fort peu probable que la Régie fédérale augmente sa masse salariale. Ces propositions sont-elles animées du souci de créer des emplois ou alors ne sont-elles que l'élégant appareil du futur plan de suppression de postes? Chacun est resté coi sur ce sujet lors de la conférence de presse. Mais si cela était, inutile de présenter des projets créateurs d'emplois si le but ultime est d'en supprimer.

Les quatre premiers projets sont basés sur la solidarité entre salariés. Le premier entend faire payer à la caisse de chômage, financée paritairement par les employeurs et les salariés, le coût des restructurations. L'occupation des chômeurs, financée par l'assurance chômage, dans une entreprise publique ou privée est une piste envisageable, mais elle doit s'inscrire dans le cadre de la loi et être offerte à tout employeur. Quant aux trois autres modèles, ils sont essentiellement basés sur

une contribution de solidarité des travailleurs de la Poste. Certes la Régie fédérale y met du sien, mais toute diminution ou aménagement du temps de travail s'accompagne d'une diminution de salaire; or les employés cibles/bénéficiaires des éventuelles réformes sont aussi ceux dont le pouvoir d'achat est le plus faible: les personnes qui travaillent de nuit, le dimanche, qui acceptent les horaires irréguliers... des personnes qui ne peuvent se permettre financièrement un allègement de la durée du travail.

L'épargne-temps est le système qui à nos yeux, représente le plus de souplesse (voir DP 1311). Le temps épargné peut correspondre à une prime de fidélité offerte par l'employeur, il peut être un encouragement au perfectionnement professionnel avec financement mixte, il peut représenter l'occasion de vacances familiales prolongées, etc. La proposition de la Poste doit être améliorée – le salarié est dans ce modèle seul à financer le temps épargné. Mais il laisse marge aux négociations entre les partenaires. gs

Sur ce sujet, «Les temps du travail, Chômage et congé en cours d'emploi», Numéro spécial de DP (disponible à la rédaction, au prix de 5 fr.)

# Reprendre son souffle

**Dans La Lutte syndicale du 16 septembre 1997, Jean-Pierre Ghelfi met en garde contre le danger d'une politique inflationniste de la Banque nationale.**

**A** PEINE L'ÉCONOMIE SUISSE commence-t-elle de manifester quelques signes de reprise qu'un nouveau danger menace. La Banque nationale laisse entendre qu'elle ne pourra plus longtemps maintenir une politique monétaire expansive. Ce qui signifie que l'argent dont l'économie a besoin pour fonctionner va (re) devenir plus rare et plus cher.

## Resserrement dramatique

Certes la mission de la Banque nationale est de veiller à la stabilité de la monnaie. Elle doit, à ce titre, éviter tout dérapage inflationniste. Une envolée des prix ne se produit cependant que lorsqu'il y a surchauffe de l'économie. Or, à un horizon même éloigné, personne ne voit poindre un tel risque.

L'amélioration annoncée de la conjoncture n'a, en effet, pour l'instant rien de certain. Il y a sans doute un mieux du côté des exportations. En revanche, l'économie intérieure est toujours en convalescence. C'est vrai en particulier pour le bâtiment, qui continue de déprimer. De plus, le chômage restera vraisemblablement à un niveau élevé (voir encadré). Évoquer, dans ce contexte, un potentiel d'inflation qu'il faudrait déjà prévenir paraît complètement surréaliste.

Mais il y a encore plus grave. En laissant entendre maintenant qu'elle se prépare à resserrer sa politique monétaire, la Banque nationale donne aux marchés financiers le signal que la

baisse du franc est terminée. Au mieux, à l'avenir, le cours de franc se maintiendra à son niveau actuel. Au pire, il commencera à nouveau à s'apprécier.

Les conséquences possibles pourraient être dramatiques. Une nouvelle montée du franc contribuerait à renchérir nos exportations et donc à freiner la progression de nos ventes à l'étranger. Du coup s'évanouirait l'impulsion positive qu'on en attend actuellement pour « tirer » le reste de l'économie.

On peut craindre, en outre, que les détenteurs de capitaux, à l'étranger, qui ont des doutes sur le cours de la future monnaie unique de l'Union européenne, décident de venir se « réfugier » chez nous. Ce qui, évidemment, pousserait le franc à la hausse.

L'économie suisse pourrait ainsi se retrouver étouffée, comme elle l'avait été entre 1993 et 1995. Avant même d'avoir pu reprendre son souffle.

Jean-Pierre Ghelfi

## Médias

**P**RENONS DEUX JOURNAUX du camp des irréductibles partisans de l'immobilisme: *Pro* et *Schweizerzeit*. Jetons un coup d'œil dans l'édition de juin du premier qui est un magazine « tous ménages » et une édition plus ancienne de l'autre qui a été diffusé largement dans la vallée saint-galloise du Rhin.

*Pro* invite ses lecteurs à une fête populaire qui aura lieu le 11 octobre au Rütli. Les participants pourront communier sur la prairie fondatrice au cours d'un spectacle traditionnel avec musique militaire, cor des alpes, productions folkloriques et discours d'un orateur éminent dont le nom n'est pas encore donné.

Le même journal n'oublie pas de rappeler que l'ennemi est à gauche et chez les écologistes. Il réclame une enquête sur leurs relations avec la fameuse Stasi de la RDA. L'auteur de l'article est un conseiller aux États de l'UDC. Ce parti est le fer de lance des irréductibles. *Schweizerzeit* en fournit une autre preuve puisque son rédacteur est conseiller national UDC.

cfp

## Diminution, vraiment?

**L**ES CHIFFRES OFFICIELS du chômage font état d'une baisse continue depuis le maximum enregistré en février, puisqu'on est passé de 206 000 à 181 000 chômeurs le mois dernier. Il serait toutefois faux d'en déduire que la situation du marché de l'emploi s'est nettement améliorée. L'essentiel de la baisse est due en réalité à la mise en place des programmes de perfectionnement lancés par les offices régionaux de placement (ORP). Sans eux, le nombre des chômeurs atteindrait 195 000.

# Les patries au temps de la planète

*Et si le marxisme nous aidait à comprendre les nationalismes?*

UNE CITATION ÉTONNANTE pour commencer: «Les derniers vestiges de solidarité entre les nationalités s'évanouissent avec la disparition de cette bureaucratie centrale despotique qui avait également servi à rassembler et à détourner les unes des autres les haines diffuses et les revendications nationales rivales. Désormais, chacun était contre quelqu'un d'autre, et surtout contre ses voisins les plus proches, Slovaques contre Tchèques, Croates contre Serbes».

## Marx et la question irlandaise

Un texte récent sur la fin du communisme? Pas du tout, un extrait de «L'origine des totalitarismes» d'Hannah Arendt de 1951, sur l'Europe des années vingt. Il est cité dans le récent ouvrage de Michael Löwy, *Patries ou Planète*. L'auteur se propose, en cinq articles, de tracer un parcours intellectuel à travers les divers modèles marxistes analysant l'idée de nation. Un rappel qui n'est pas inutile. Après tout, les réflexions modernes sur ce thème ne sont pas si nombreuses et si éclairantes que cela.

Michael Löwy est marxiste. Il rappelle que Karl Marx est resté vague dans ses réflexions sur la nation, mais qu'il a produit une analyse intéressante de la question irlandaise. L'auteur du *Capital* a constaté que, dans les usines de Manchester en 1870, les ouvriers anglais étaient très hostiles face aux Irlandais présents dans les ateliers. Ceux-ci étaient considérés comme des concurrents poussant les salaires à la baisse. Cette situation confortait les Anglais dans leur sentiment d'être membres de la nation dominante face à des gens perçus comme inférieurs. Marx en tire l'idée qu'un pays qui en exploite un autre ne peut être libre et que la libération des pays opprimés est indispensable.

L'auteur est visiblement séduit par ceux que l'on appelle les austro-marxistes, Otto Bauer, Victor Adler ou Karl Renner. Avant et pendant la première guerre mondiale, ces dirigeants du parti socialiste autrichien s'efforcèrent de sauver le cadre de l'empire multinational des Habsbourg en proposant une réforme accordant à toutes

les nationalités (Hongrois, Tchèques, Croates, etc.) une autonomie politique, culturelle et administrative. En 1918, face à l'inanité de cette thèse, les socialistes se rallièrent à l'idée de l'autodétermination des peuples.

## Otto Bauer et l'évolution des nations

Mais entre-temps Otto Bauer composa son grand œuvre, un ouvrage baptisé *La question des nationalités et la social-démocratie*. Il y fait de la nation une réalité ouverte, jamais achevée, dans laquelle ce qu'il appelle le caractère national n'est pas une constante, mais au contraire un élément soumis aux perpétuels changements historiques.

La conception d'Otto Bauer est évidemment datée. Elle est toute empreinte d'optimisme et de darwinisme

social. Sa définition du caractère national n'est pas très précise et les sciences sociales ont fait quelques progrès depuis la première guerre mondiale. Mais les réflexions d'Otto Bauer conservent un caractère très explosif: essayez d'expliquer à une partie de nos compatriotes que le caractère national change au gré de l'évolution et des événements...

On regrettera que l'intéressant petit livre de Michaël Löwy ait fait l'objet d'une relecture un peu rapide. Dans sa préface l'auteur nous dit que les articles qui le composent ont déjà été publiés dans des revues. On aurait aimé savoir où et quand. D'autre part, on trouve des phrases identiques dans deux articles (pages 49 et 64). Un effort d'édition aurait permis d'éviter ces petites faiblesses. *ig*

Michael Löwy, *Patries ou planète*, Éditions Page deux, Lausanne, 1997

## Farquet, le Valais au quotidien

PEINTURES VALAISANNES, de Raymond Farquet, est un livre qui vaut mieux que son titre un peu vieillot, même si celui-ci fleurit bon l'ironie.

Après *Le Valais en pièces détachées* (1985) et, entre autres, *Sept cents ans de solitude* (1991), l'écrivain, établi à Genève depuis de longues années, poursuit sa balade d'ethnographie buissonnière à la recherche du quotidien le plus révélateur du Valais d'aujourd'hui. Si Farquet n'a pas la force poétique d'un Chappaz, dont il poursuit la voie tracée dans *Le Testament du Haut-Rhône* (1953), il est par contre plus décentré de lui-même, et donc plus perméable à l'étrangeté du monde. Une quarantaine de brefs textes, à la manière d'un carnet de route, exploitent plusieurs genres: d'une brève saynète sur le racisme ordinaire («Rentrée de Carnaval») à des réflexions sur la «culture touristique», en passant par des histoires de vie («Tante Ida»), Farquet a trouvé un ton, moins polémique et élégiaque que son aîné Chappaz. Un ton d'ironie, concis et quelque peu amer. Farquet dessine-t-il le Valais actuel tel que le présentent les statistiques? Certes non. Mais à travers ses

portraits, quelques évocations de lieux, il en trace les deux extrêmes actuels: d'un côté il houspille Verbier et son «hameau culturel», ce bijou d'inauthenticité, et déplore Grimentz, et sa mise en scène folklorique. De l'autre, il sillonne des villages presque oubliés, suspendus entre un passé enfoui et un présent économiquement ou culturellement sinistré. Pinsec, Mission, le Broccard, le Trétien, ces entre-deux mondes qui se vident sans bruit dans le fracas de l'économie globale.

## Compromis entre ethnologie alpine et poésie

La devise de Farquet, c'est un compromis entre l'ethnologie alpine de Bernard Crettaz (*La Beauté du reste*, 1994) et la poétique de Chappaz: «refuser toute nostalgie, nier le pittoresque», afin de tenir, non sans tendresse, le journal de bord d'une civilisation alpine poussée, au quotidien, à redéfinir ses modes de vie, à adapter les cadres anciens aux sollicitations de la modernité. *Jérôme Meizoz*  
Raymond Farquet, *Peintures valaisannes*, Vevey, L'Aire, 1997, 187 p.

# Au kiosque d'Angela

## Chronique de quelques dimanches presque ordinaires.

**O**RIGINELLEMENT DESTINÉ À reposer Dieu de ses travaux d'Hercule, le dimanche devient, en ville, le jour le plus éprouvant de la semaine. Dans mon locatif en carton des années de surchauffe, un Golgotha, rien de moins. Ça commence par ce silence louche, cette absence de repères klaxonnants, grinçants et pétaradants qui vous réveille plus tôt que d'habitude. Suit l'angoisse de ne pas se rendormir, de ne pas profiter de sa grasse matinée, hélas largement justifiée par l'ordre invariable des catastrophes qui s'enchaînent. Solos hurleurs des bébés affamés, fanfare des enfants, raps protestataires des ados, rock et baroque des solitaires en studio, rythmique des vieux rogneux au balai-brosse, l'invasion phonique atteint des sommets quand, vers sept heures, dans les cuisines superposées, les robinets crachent et s'étranglent, les bouilloires sifflent, les couples se fâchent et les portes claquent...

### Angela renseigne et commente

*Bloody, bloody Sunday!* Lady Diana n'aurait pas tenu une heure ni dans mon immeuble ni dans mon quartier. Et pourtant, dans le magasin tabacsjournaux d'Angela, ce dimanche-là, on ne parle que de la princesse morte. Les lecteurs sont frustrés: l'accident a eu lieu trop tard. Pas une ligne, pas une image à se mettre sous la dent. Alors, les questions pleuvent sur la propriétaire, ravie. Angela renseigne, commente et illustre de son mieux. C'est son devoir, sa vocation aussi. Dans l'arrière-boutique, son transistor personnel distille en continu les précisions indispensables à l'exercice de sa mission. Il est neuf heures. Sur les ondes francophones, Diana Spencer est encore sainte et martyre, gibier pourchassé, acculé puis cloué sur une croix de béton armé par les sanglants mercenaires du photo-journalisme. La guerre des médias ne durera pas. À treize heures déjà, l'auréole aura pâli et la noble corporation informatrice resserré les rangs autour de la liberté de la presse, du commerce et de l'industrie.

«Au kiosque d'Angela», on se fiche bien de ces grandes manœuvres. On compatit, on cède à l'émotion. Sans oublier, on n'est pas Suisse pour rien,

de dispenser quelques gracieuses leçons de morale au passage. Une dame en tailleur rose sanglote sur les clichés volés de la semaine écoulée. «Dieu que le bonheur se démode vite», répète-t-elle en reniflant. Un bellâtre à chevalière rappelle à la cantonade que Diana crachait souvent dans sa soupe, que l'Égyptien n'était qu'un épicier arabe. Une demoiselle en noir vire au rouge carmin, assure que si Charles avait lâché sa Camilla, ajoute que «nous les femmes, on ne se laisse plus humilier, on divorce et on bosse, on élève nos gosses, on se débrouille et merci...». Derrière le tourniquet des cartes postales, un baryton pansu rétorque que, précisément, c'est à cause de ce féminisme mal compris que notre civilisation s'écroule, et que bravo, mesdames, on voit bien le résultat! Angela pousse le son de France-Infos, avant d'éconduire gentiment les deux jeunes frères à roulettes qui oscillent entre les présentoirs à la recherche de quelque chose sur le crash. «Diana, on s'en tape, s'excuse le petit, c'est notre mère qui maille!» Madame Tailleur Rose, of-fusquée par tant de désinvolture, les engage publiquement à comparer leur sort à celui des pauvres petits princes «qui ont votre âge et plus de maman». Le rire mué du plus grand rebondit sur les couvertures de papier glacé longtemps après son départ précipité.

### La mise en scène était parfaite

Deux dimanches plus tard, Lady Diana, Mère Térésa et quelques autres sont mortes et enterrées. Angela n'a pas pris son transistor. Son échoppe est vide, je suis seule à lui poser des questions. Dans une sorte de bilan improvisé, elle livre ses impressions. Elle confirme que les obsèques de Diana ont fait pleurer «même les maris.» De l'avis général, la mise en scène était parfaite, les acteurs excellents. Certains ont préféré Elton, d'autres le Comte, mais Tony a obtenu la majorité absolue. L'inventeur de la princesse du peuple est un magicien. D'un coup de pathétique biblique, son anglais shakespearien a réconcilié la tradition et la rébellion, ressoudé les anciens et les modernes au nez, à la barbe et aux dépens de ses adversaires conservateurs. Un détournement d'électeurs dont le

«politiquement correct», étonnamment, s'est accommodé. Mère Térésa en revanche, n'a pas fait un tabac. Angela le regrette, se tait, attend ma réaction puis constate sur le ton du reproche: «Vous, Madame, je parie que vous n'aimez pas ce genre de cérémonies.»

Gagné. Ma principale réserve tient au protocole. J'ai beau m'appliquer, les affûts de canon ne passent pas. Je me raisonne: la pompe lorsqu'elle est étatique est forcément militaire. Je me prends par les sentiments: l'égalité des sexes pleinement réalisée au niveau national vaut bien le sacrifice des convictions humanitaires des défuntés. Non?

Non. L'égalité, je la veux dans la vie, pas dans la mort. Et si les corps des femmes sont vraiment des canons, je les veux puissants et vengeurs, pointés sur les misères du monde dans un constant combat.

Anne Rivier

## Oubliés...

**A**UX TEMPS DES interdictions des partis d'extrême gauche, les élections cantonales genevoises de 1942 ont vu le succès d'une «Liste commune de l'Alliance des indépendants et du Ralliement national». Elle a obtenu 16 sièges sur 100. À l'époque, des contacts furent établis par Gottlieb Duttweiler avec Léon Nicole et d'autres tendances politiques. En vain en ce qui concerne l'extrême gauche.

**L**E TRIO SCHMID (Willi, Klärli et Werner) était fort populaire dans les années 40 en Suisse allemande et il fit plusieurs saisons aux USA ultérieurement. Malgré tout, leurs rythmes swingués de «Swiss Jodeling» furent désavoués par les défenseurs officiels du yodel traditionnel.

**T**ROUVÉ DANS LE 16<sup>e</sup> volume des *Documents diplomatiques suisses* (cote 115), le rapport du Ministre de Suisse à Prague du 11 mars 1947 sur la première de la pièce de Max Frisch: *Die chinesische Mauer*.

cfp